



TOUS ENSEMBLE A PARIS LE 22 OCTOBRE ACTION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI INDUSTRIEL

Montreuil le 2 oct. 09

Malgré les nombreuses déclarations ces derniers mois, sur l'importance de l'industrie, telles que celle du Chef de l'Etat qui dit « *qu'un pays ne pouvait être économiquement fort s'il n'avait pas une industrie forte* », force est de constater que la crise économique actuelle sert de prétexte à de nombreuses entreprises pour procéder à des restructurations internes et à une recomposition en profondeur de leurs réseaux de sous-traitance.

Ainsi, Carlos Ghosn le PDG de Renault s'est exprimé, sur les bons côtés de la crise dans un article du Financial Times, quotidien économique britannique. Le 14 avril 2008, il déclarait, avec dédain : « *avec la crise, nous pouvons faire des choses que nous n'aurions jamais pu faire il y a quelques années* », avant d'ajouter la « *réduction du temps de travail* » « *augmenter encore la flexibilité* » et la « *baisse des salaires* », auparavant « *impossibles* ».

Entre 2006 et 2010 sous le poids des externalisations, restructurations et des délocalisations c'est **plus de 10% les effectifs totaux de la métallurgie en France qui vont disparaître. En quelques années l'industrie française a reculé de 15 ans.** La production industrielle française est, à présent, largement inférieure à la demande nationale. Nous sommes bien face à une désindustrialisation en tendance de l'économie française et de nombreux territoires, où les entreprises de la métallurgie ont un rôle structurant.

Certes, la crise génère une forte baisse d'activité et une pénurie de crédits pour de nombreuses entreprises de la branche notamment les PME et les sous traitants qui sont asphyxiés. De plus, la grande majorité des PME et TPE de la métallurgie sont dans le

périmètre d'un groupe dominant et donc ce sont elles qui supportent et subissent immédiatement les restructurations opérées par ces grands groupes. Dans le même temps, sur les 6 premiers mois de l'année, l'activité des grands groupes industriels a diminué de 10% mais **leurs profits ont frisé les 35 milliards d'euros.**

Plus de 60% des licenciements constatés dans l'industrie n'ont rien à voir avec la réalité de la crise et ses conséquences. En réalité ils découlent :

- De choix stratégiques tels que les délocalisations ou les nouvelles implantations vers les pays « low-costs », dont la majorité de la production est ensuite réimportée.
- D'une intensification de la productivité du travail : avec le chômage partiel on réalise en 4 jours ce qui était fait en 5 auparavant, ce qui dégrade fortement les conditions de travail.
- Un peu partout, le nombre de salariés diminue alors que le volume de travail augmente.

Au niveau de la recherche et des bureaux d'études et d'ingénierie, des coupes dans les budgets, l'arrêt ou au gel de nouveaux projets se multiplient dans l'unique but de faire rentrer des liquidités dans l'entreprise. Cette inutile chasse à la réduction des coûts remet totalement en cause la finalité du travail dans les métiers de R&D. Or c'est sur le long terme que se mènent les projets industriels.

Pour l'UIMM et le gouvernement, la crise est le meilleur alibi pour restructurer l'industrie et remettre en cause tout notre système de protection sociale.